

KOFI ANNAN :

«Le Zimbabwe "fait honte à la plupart des Africains"»

La situation actuelle au Zimbabwe «fait honte à la plupart des Africains»», a estimé hier l'ancien secrétaire général des Nations-Unies Kofi Annan, tout en se disant optimiste sur la perspective d'une solution politique négociée à la crise.

Le prix Nobel de la paix 2001, qui se propose comme possible médiateur au Zimbabwe, comme il l'a fait en début d'année au Kenya, a imploré l'Occident de ne pas considérer toute l'Afrique à l'aune de la tragique crise zimbabwéenne.

«Le Zimbabwe fait honte à la plupart des Africains, mais en même temps il ne faut pas juger tout le continent au regard de ce qui se passe dans ce pays», a-t-il déclaré

au journal dominical britannique *The Observer*.

«Le Mozambique s'est admirablement sorti d'une guerre civile. Vous avez le Botswana qui se comporte extrêmement bien, le Malawi qui fait de grandes avancées pour améliorer sa production alimentaire», a-t-il déclaré dans cet entretien paru hier sur le site du quotidien *The Guardian*, publication sœur de *l'Observer*. M. Annan a estimé qu'un accord entre le

gouvernement et l'opposition au Zimbabwe était «faisable», même si les deux parties n'ont pas encore pu s'entendre sur un accord posant le cadre des négociations.

A la question de savoir s'il pourrait lui-même aider à favoriser ces négociations, le diplomate ghanéen a répondu : «Bien sûr j'aiderai, parce ce que je suis un Africain». «Ils parlent d'envoyer des émissaires de l'ONU (...) J'ai parlé aux gens impliqués, et bien entendu j'offrirai mes conseils et services».

«Nous saluons le courage du peuple zimbabwéen», a ajouté M. Annan. «Ils ont par-

ticipé en masse au premier tour de l'élection pour exprimer leur volonté et nous devons nous assurer que le gouvernement zimbabwéen comprenne que la volonté du peuple doit être respectée.»

Le chef de l'opposition Morgan Tsvangirai avait largement devancé le chef de l'Etat Robert Mugabe au premier tour de l'élection présidentielle le 29 mars. Mais il s'était retiré de la course en raison des violences contre ses partisans. Mugabe, seul en lice au second tour le 27 juin, a logiquement emporté un sixième mandat, que l'opposition et l'Occident ont refusé de reconnaître.

IRAK

Bush et Maliki évoquent une date pour le transfert de contrôle aux Irakiens

Le président américain George W. Bush et le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki ont évoqué l'idée d'une date-butoir pour le transfert total du contrôle des provinces à l'armée irakienne, a annoncé hier le porte-parole du gouvernement irakien.

MM. Bush et Maliki ont discuté d'une «date-butoir pour le transfert complet de la responsabilité de la sécurité entre les mains des forces irakiennes afin de diminuer le nombre de soldats américains en Irak et de procéder ensuite à leur retrait»,

selon Ali al-Dabbagh, le porte-parole du Premier ministre irakien.

MM. Bush et Maliki se sont entretenus jeudi soir en vidéo-conférence, selon M. Dabbagh.

L'armée irakienne ne contrôle actuellement que dix des 18

provinces irakiennes, soit les provinces de Diwaniyah, Missane, Mouthanna, Bassorah, Zi Qar, Najaf, Kerbala et les trois provinces kurdes de Dohouk, Souleimaniyah et Erbil.

En mai, le général David Petraeus avait estimé que le transfert du contrôle de la sécurité pour toutes les provinces ne serait pas achevé à la fin de l'année.

L'armée irakienne et les unités américaines ont encore fort

à faire, notamment dans les provinces de Diyala ou de Ninive (dont Mossoul est la capitale) où les insurgés et le réseau Al-Qaïda sont très implantés et les attentats quasi-quotidiens.

Le conseiller pour la sécurité nationale irakienne, Mouaffak al-Roubaïe, avait indiqué mercredi dernier espérer que que les huit dernières provinces du pays «passent sous contrôle irakien avant la fin de l'année».

ATTENTAT AU CACHEMIRE INDIEN

32 blessés, dont des enfants

Trente-deux personnes, dont des enfants et des policiers, ont été blessées hier dans un attentat commis dans une station d'autobus à Banihal, une ville de la partie du Cachemire sous administration indienne, selon la police et un journaliste local.

Banihal se trouve à 120 kilomètres au sud de Srinagar, la capitale d'été du Cachemire indien.

«Cinq des blessés, dont deux policiers, sont dans un état critique», a déclaré un porte-parole de la police. Le secteur de l'attentat a été immédiatement bouclé et des

recherches ont été lancées pour tenter de capturer ses auteurs, a-t-il indiqué.

La police a déclaré que des extrémistes avaient lancé une grenade en direction d'un groupe de policiers qui se trouvaient à la station d'autobus.

Des civils, parmi lesquels des enfants, ont été blessés

dans l'attentat, a indiqué un journaliste local.

«Parmi les blessés figurent de nombreux écoliers qui attendaient des autobus pour rentrer chez eux», a dit à l'AFP ce journaliste, Abdul Rashid, depuis Banihal. Après l'explosion, les habitants ont fui, pris de panique, et beaucoup se sont réfugiés dans des autobus et des boutiques voisines, a-t-il raconté.

Le Cachemire, une région de l'Himalaya, est divisé en deux parties, l'une administrée par

l'Inde et l'autre par le Pakistan. Les deux pays rivaux se disputent la souveraineté sur ce territoire.

La partie indienne est confrontée depuis 18 ans à une insurrection contre l'administration de New Delhi qui a fait plus de 43 000 morts, selon les chiffres officiels. New Delhi et Islamabad ont lancé en 2004 un processus de paix pour résoudre leurs différends, dont celui sur le Cachemire. La violence a diminué depuis dans cette région.

TURQUIE / ARMÉNIE

Contacts secrets pour normaliser leurs relations

Des diplomates de Turquie et d'Arménie, pays voisins mais qui n'entretiennent pas de relations diplomatiques, se sont rencontrés en secret en Suisse ce mois-ci pour tenter de normaliser leurs relations, a rapporté hier le quotidien turc à grand tirage *Hurriyet*.

Les deux délégations se sont rencontrées à Berne le 8 juillet pour des pourparlers qui se sont étendus sur plusieurs jours, ajoute le journal.

Le ministre turc des Affaires étrangères Ali Babacan n'a pas démenti ces informations.

«Nous avons des contacts avec nos collègues arméniens de temps à autre», a déclaré hier M. Babacan à la presse. «Il est important de discuter de la façon dont les relations entre les deux pays peuvent être normalisées par le dialogue», a-t-il ajouté.

Cette réunion traduit un assouplissement de l'attitude à l'égard de la Turquie du président arménien Serge Sarkissian, élu en février, estime *Hurriyet*.

Les Etats-Unis et certains pays européens ont été tenus au courant de ces discussions, selon le journal.

Ankara a refusé d'établir des relations diplomatiques avec l'Arménie depuis que cette ex-république soviétique est devenue indépendante en 1991 en raison des efforts d'Erevan pour obtenir la reconnaissance au plan international des massacres d'Arméniens perpétrés sous l'Empire ottoman comme un génocide.

En 1993, la Turquie a fermé ses frontières avec l'Arménie en signe de solidarité avec son proche allié l'Azerbaïdjan, alors en guerre avec l'Arménie, infligeant ainsi un lourd préjudice économique à ce pays pauvre.

Des responsables turcs et arméniens se sont déjà rencontrés en marge de réunions internationales, comme lors du sommet des pays riverains de la mer Noire l'an dernier à Istanbul.

En 2006, Ankara avait révélé que des diplomates turcs et arméniens avaient mené trois séries de pourparlers «afin de déterminer s'il existe un terrain d'entente pour faire progresser les relations bilatérales».

Plus récemment, M. Sarkissian a invité le président turc Abdullah Gul à assister à un match de football entre les équipes d'Arménie et de Turquie en septembre à Erevan, dans le cadre de la préparation du Mondial 2010. Le chef de l'Etat turc n'a pas encore donné sa réponse.

Les Arméniens estiment que les massacres commis au cours de la Première Guerre mondiale, en pleine décomposition de l'Empire ottoman, entre 1915 et 1917, ont fait près de 1,5 million de morts. Une vingtaine de pays reconnaissent ces tueries comme un génocide.

La Turquie rejette catégoriquement le qualificatif de génocide et fait valoir que 300 000 Arméniens et au moins autant de Turcs sont morts dans des combats après que les Arméniens eurent pris les armes pour la création d'un Etat arménien indépendant dans l'est de l'Anatolie et se sont alliés aux troupes de l'envahisseur russe après la révolution de 1917.

BOUCLIER ANTIMISSILE AMÉRICAIN

La Pologne dans l'attente de la réponse américaine

Le gouvernement polonais est toujours dans l'attente d'une réponse américaine relative à une demande de garanties de sécurité en contrepartie d'un accord permettant à Washington d'installer sur le sol polonais des éléments du bouclier antimissile, a affirmé hier le porte-parole du ministère polonais des Affaires étrangères.

«Nous attendons une réponse de Washington à notre demande de garanties supplémentaires de sécurité de la part des Etats-Unis, moyennant notre accord pour accueillir le bouclier américain», a indiqué à

la presse Piotr Paszkowski, porte-parole du ministère polonais des Affaires étrangères.

Le Premier ministre polonais Donald Tusk avait appelé à une présence permanente sur le sol polonais de systèmes de défen-

se antiaérienne de type Patriot, arguant l'«insuffisance» des réponses américaines à ses préoccupations concernant les menaces que peut provoquer le bouclier antimissile.

Le porte-parole a souligné que la Pologne attendait la réponse à «l'ensemble de ses demandes, dont un élément important est le stationnement permanent des Patriot». Les Etats-Unis projettent d'implanter en Europe centrale à l'horizon

2011/2013 deux éléments du bouclier antimissile destinés à protéger leur territoire contre d'éventuelles attaques».

Ces éléments sont dix missiles intercepteurs, qu'ils aimeraient déployer près de Slupsk dans le nord de la Pologne, et une station radar en République tchèque. Un accord entre Washington et Prague sur le radar a déjà été signé le 8 juillet, mais il doit être ratifié par le Parlement tchèque.